

57^{ème} café de géographie de Mulhouse

Eric Canobbio
Maitre de conférences à Paris VIII

Les enjeux de l'Arctique

Mercredi 18 janvier 2012

Il est intéressant de faire le point aux temps présents polaires, pour remettre en perspective les informations des médias qui s'affolent, évoquant à qui mieux mieux, un eldorado minier, gazier et pétrolier en Arctique. L'Arctique est un territoire sorti de son hiver en 2000 pour rentrer dans l'espace mondial et on a toutes les raisons de penser que l'Arctique est dans une transition historique. C'est la raison pour laquelle on revisite cet énorme espace circumpolaire.

Au départ, l'Arctique est un « non lieu », un océan et des littoraux que l'on peut regarder indifféremment par le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest ou par le pôle. La plupart des cartes des années 80 sont des représentations photographiques polycentrées mais la Norvège préférerait représenter l'Arctique du Sud.

C'est quoi l'Arctique ?

Les grands Nordes qui reviennent dans les discours politiques des Etats de la Norvège au Canada, sont aujourd'hui l'objet de programmes officiels. Ainsi le Programme de développement du « Grand Nord » en Norvège (qui a délaissé depuis 2000 l'expression « septentrionale » tombée en désuétude).

Cette construction thématique régionale trouve ses racines dans la géopolitique. L'Arctique qui appartient aux grands Etats à dimension polaire : Canada, Russie, Etats-Unis, Suède, Finlande, Norvège, Danemark avec le Groenland qui est sur la voie de l'autonomie voir de l'indépendance à terme. L'Islande est en position d'interface alors que l'Alaska est sub polaire quoiqu'un bout d'Arctique littoral et maritime est cependant américain.

Quel est l'état actuel du développement en Arctique ?

Il faut recadrer certaines visions sur les modes de développement en cours et le réchauffement climatique. Cela fait longtemps que l'on sait qu'il y a des réserves de gaz et de nombreux gisements miniers dans la région. La « ruée vers l'or » décrite par Jack London date de la fin du XIX^{ème}.

Il existe bien sur des enjeux autour de l'océan glacial Arctique, matérialisés en 2007 par les Russes qui ont planté un drapeau sous-marin à la verticale du pôle Nord. Un geste emblématique qui a déclenché des réactions épidermiques.

Les enjeux sont littoraux, maritimes, humains car modifiant les modes de vie et les cultures des autochtones. Ils portent aussi sur l'urbanisme car dans certaines régions comme au Groenland, plus de 80% des habitants sont des urbains.

L'Arctique est un tableau qu'il faut approcher sous plusieurs angles pour comprendre les paysages humains, sociaux, économiques, énergétiques qui composent le cadre actuel de l'Arctique. On est pollué par le relais médiatique qui fixe l'attention sur le « grand thème » : le réchauffement climatique et laissent les autres enjeux dans l'ombre. Il est vrai que ces régions sont celles qui se réchauffent le plus vite à l'échelle mondiale. La diminution des glaciers, de l'inlandsis du Groenland, est une preuve à charge du réchauffement. Mais cette question implique d'autres questions depuis 2000 -2005. Si l'Arctique change aussi vite de nature, de nouvelles opportunités apparaissent, de nouvelles voies maritimes pour le fret mondial par exemple. La réactivation des vieilles routes du Nord-Est et du Nord-Ouest et la nouvelle route du « pont Arctique » de Mourmansk au port céréalier de Churchill.

Mais qu'en est-il des risques pris en développant des activités sans frein ?

On parle peu des autochtones. On parle de temps en temps des Inuits, des Groenlandais qui sont des acteurs à part entière, moins des Samis (autrefois appelés : Lapons, un terme péjoratif qui leur avait été attribué par les Suédois) et des minorités sibériennes russes qui sont plus ou moins respectées.

Le Conseil Arctique essaye sur 21 millions de km² de faire respecter des normes internationales sur ce territoire immense et mal délimité qui reste essentiellement sous influence des cadres juridiques nationaux. A part l'ouverture des voies maritimes un peu trop vite exagérée par les médias, l'enjeu de l'énergie est central. Toutes les majors énergétiques intègrent aujourd'hui l'exploration de l'Arctique dans leurs stratégies

industrielles de long terme. En France, Total est partenaire en Russie et en Norvège et GDF-Suez est très impliqué en mer de Barents sur de futurs projets importants. En 2007, des journaux ont révélé la présence en Arctique de 25% des « réserves non prouvées » d'hydrocarbures considérée ainsi comme un nouvel eldorado. Mais la source de cette donnée probabiliste est toujours unique : il s'agit de l'USGS fédéral américain, qui chaque année, réévalue à la hausse ou à la baisse ses projections et la part du pétrole et du gaz dans ses explorations régionales.

Pour le moment, les recherches pétrolières se sont traduites par une déception au Groenland qui mise pourtant sur une économie basée sur l'exploitation d'énergies fossiles et renouvelable, car les ressources hydrauliques de l'île intéressent les géants de l'aluminium comme ALCOA. En Norvège et en Russie dans la région de Barents, on mise désormais sur le gaz comme à Snøvit, mais les ressources restent difficiles à transporter particulièrement au Canada, dans la région du Mackenzie. Ces exploitations induisent le développement de réseaux de gazoducs et de très lourds investissements, car la géopolitique des tubes est importante. Ainsi, le Northstream qui approvisionne désormais l'Allemagne depuis l'Arctique russe. Un dernier enjeu est celui relayé avec abondance par les médias, celui des tensions, voir des conflits qui feraient du pôle... un point chaud. Mais ici aussi il faut être d'une grande prudence face à la dramatisation médiatique des différents territoriaux polaires, ou le sens donné aux manœuvres militaires actuelles de type Cold Response en Norvège ou Nanook au Canada. Leurs thèmes demeurent la lutte contre l'émigration, le trafic de drogues ou le déploiement de forces après une catastrophe écologique majeure.

Les géographes tentent de ramener la raison. Des zones posent encore problème, des frontières ne sont pas encore tracées, il faut des solutions mais il n'y a pas à ce jour de vraies tensions. Il faut une lecture plus construite de la diplomatie polaire qui applique les règles de Montego Bay (ZEE) comme cadre de référence et partout, le droit international de la mer prime désormais dans le laborieux processus en cours de découpage maritime des souverainetés. Par exemple, des règlements importants sont intervenus sur la mer de Barents entre la Russie et la Norvège en 2010 sur une zone maritime gazière et à fort potentiels halieutiques de plus de 175 000 km². Le tracé du Nord Stream montre très bien que les corridors de gaz qui passent dans des zones souveraines en Baltique fabriquent une coopération diplomatique et pragmatique... On peut imaginer des situations comparables demain en Arctique. En aucun cas, le différent sur la mer de Beaufort ne pourra entraîner une « guerre » entre les Etats-Unis et le Canada ! Il existe bien des contestations territoriales, ainsi l'îlot de Hans, entre l'île d'Ellesmere proche du Groenland, et le Nunavut dont il fait partie, est convoité par deux Etats. Mais il s'agit de cailloux stériles symboliques revendiqués par deux Etats démocratiques, le Canada et le Danemark, qui par ailleurs offre au Groenland une autonomie renforcée.

L'Arctique est surtout au centre d'enjeux considérables en termes de développement. Tout dépendra du choix des Etats dans leurs modèles de développement « du Nord pour le Sud » ou d'une partie des richesses du « Nord pour les Nord », et cela pose directement la question du devenir social, politique et économique des populations locales. On trouve dans les régions habitées des mines de diamant, d'or, d'uranium, de nickel, de fer, de métaux rares, du pétrole, du gaz, des grands barrages, mais aussi une remarquable biodiversité qui sert toujours de réservoir alimentaire à la plupart des populations boréales. L'Arctique est un lieu de nidification, et ses zones maritimes des passages de belugas, baleines et autres cétacés, sans même évoquer les autres mammifères et le célèbre ours blanc. Ce sont ces enjeux qui sont en arrière-plan quand l'exploitation humaine les menace alors que l'Arctique est une oasis de biodiversité primordiale, un écosystème fondamental pour l'équilibre du monde qui appelle des stratégies communes pilotées par les Etats, associant des acteurs publics et privés, des FMN, des autochtones. Le Québec à travers son Plan Nord et le Canada dans sa politique en faveur des Territoires du Nord : Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut tentent aujourd'hui de concilier ces enjeux contradictoires de développement et de conservation.

Le temps arctique s'accélère. On est sous une masse critique d'informations difficiles à défricher. Il faudrait y être tout le temps car il s'y passe beaucoup de choses et c'est cela qui est nouveau.

Questions

On dit que le Groenland va se réchauffer et devenir vert. L'agriculture va-t-elle être possible ?

Quand on parle de réchauffement global sur l'Arctique, on cite souvent le Groenland, inlandsis de référence. Les études des climatologues sont claires. Le système glaciaire qui occupe 1.7 millions de km² sur 2.2 millions de km² de l'île connaît une évolution spectaculaire et cela se remarque déjà sur les 30 dernières années. Ils perdent environ 257 km³ de glace par an, mais tout le Groenland n'est pas touché de la même manière. C'est la région du Sud-Ouest où se trouve la capitale Nuuk qui semble la plus fragile. C'est aussi la région la plus marchande, la plus développée et qui dispose de plusieurs aéroports. A Ilulissat, "le pays des glaces" où les icebergs se détachent vers l'Atlantique Nord, l'eau sert d'accélérateur de fonte. Oui, l'inlandsis

fond et cette eau intéresse Alcoa car elle donne naissance à de nouveaux fleuves côtiers. Alcoa envisage de les utiliser en construisant des grands barrages hydroélectriques et des fonderies pour transformer sur place la bauxite venue par bateau des pays producteurs en lingots d'aluminium, destinés aux centres industriels de transformation comme l'Europe ou l'Amérique du Nord situés à proximité, mais aussi l'Asie. Ces modèles interrogent donc une nouvelle fois le transit maritime par des voies désenglacées durant l'été, et le processus d'intégration de l'Arctique dans la mondialisation.

Quelles sont les ressources réelles du fond de l'océan ?

On a mené un travail de cartographie qui s'est accéléré depuis la fin de la guerre froide car c'est un milieu que l'on connaissait très mal, les seules sources étant presque exclusivement militaires. Al Gore a permis la communication des bases de données aux civils en 1993-94 grâce à un échange de données stratégiques entre USA et Russie, ce qui a permis d'établir un premier atlas des fonds de l'océan. Depuis les Etats côtiers ont du faire des relevés pour partager les eaux. Le « National Geographic » a publié récemment une cartographie exceptionnelle en 3D des fonds, et progressivement on connaît mieux la topographie de l'océan. Paradoxalement, les revendications des Etats riverains sur leurs zones de souveraineté les obligent à investir dans des moyens scientifiques lourds sur la connaissance des fonds océaniques.

Les ressources les mieux connues sont celles qui sont proches des côtes mais on ignore ce qu'il y a en offshore profond. On ignore par exemple les réserves réelles de gaz et de pétrole car il n'y a jamais eu de recherches sérieuses. On parle de réserves prouvées, probables, possibles. Les trois évaluations des grandes compagnies étant requalifiées en fonction de l'avancée des compétences. L'US Geological Survey a baissé récemment de 90% l'évaluation d'une partie des réserves terrestres de l'ouest de l'Alaska mais les a relevées pour le potentiel gazier polaire, vraisemblablement très important. Il faut toujours être prudent et à l'écoute. Ainsi, on avait espérer trouver du pétrole au Groenland mais la société prospectrice Cairn Energy a accumulé des centaines de millions de dollars de dettes lors de la dernière campagne de prospection. Pour le gouvernement du Groenland, c'est une mauvaise nouvelle car la rente pétrolière, qui n'est pas pour demain si elle existera un jour, serait en mesure d'accélérer l'autonomie du Groenland et son avenir politique. Mais c'est une bonne nouvelle pour les écologistes. Cependant, là où les glaciers lentement se retirent, les métaux rares et minerais se découvrent, ce qui au Sud-Ouest du Groenland devrait développer le potentiel minier.

Y a-t-il des îles sous la glace ?

L'Arctique est différent de l'Antarctique, il y a des îles englacées mais pas d'îles sous la glace

Donc pas de conflits possibles sur des territoires non découverts qui n'appartiendraient à personne ?

Il n'y a plus en Arctique ce que les Russes des années 1950 nommaient « des zones blanches ». On connaît parfaitement la dimension terrestre et maritime de l'Arctique. Les Etats souverains déposent leur vision du tracé des frontières maritimes auprès de l'ONU qui arbitre. Pour le moment, les frontières sont provisoires mais on connaît au m² près, ou presque, la cartographie terrestre et maritime de l'Arctique

Si la glace fondait, où seraient les frontières ?

Partout où c'est possible, on respecte la projection qui établit les ZEE (zones économiques exclusives) soit 200 miles nautiques à partir des lignes de bases droites des littoraux. Les Etats côtiers tentent de les pousser à l'extrême, à la limite des 350 miles des plateaux continentaux, si cela est compatible avec la topographie sous-marine. C'est la base de la fixation des frontières des Etats nations mais c'est une question juridique très complexe et ouverte à la négociation. La France a ainsi la 2^{ème} ZEE du monde. Comme cela fait disparaître une grande partie des eaux de haute mer, patrimoine mondial de l'humanité, faut-il garder un sanctuaire maritime qui n'appartiendrait à personne ? Les Etats-Unis d'Obama sont en position de médiateurs entre la Russie et le Canada qui ont des zones qui se superposent ce qui est paradoxal car les Etats-Unis n'ont jamais ratifié Mondego Bay et que le Canada a jusqu'en 2013 pour déposer ses propositions de frontières maritimes.

Et la Chine, qui a de l'appétit pour les matières premières, est-elle rentrée dans le jeu ?

Elle est derrière la porte ! La Chine comme la France, n'a aucun droit particulier à s'insérer dans le Conseil Arctique créé en 1996 à l'initiative de la Finlande et du Canada, mais elle a demandé un poste d'observateur permanent. Cependant cette demande a été repoussée par 8 Etats membres qui ont également rejeté les demandes du Japon et de la Corée du Sud ainsi que celle de l'UE pourtant très présente par ses subventions dans l'espace polaire européen. La France a bénéficié dès son origine d'un poste d'observateur au Conseil Arctique, mais ce n'est qu'un strapontin malgré la décision de nommer un ambassadeur des Pôles en la personne de Michel Rocard, très affûté sur les questions polaires et impliqué en 1991 sur les négociations sur le statut de l'Antarctique.

Un milliardaire chinois a acheté des milliers d'hectares en Islande pour un projet de luxe touristique qui a fait peur aux Occidentaux. En fait, la Chine est offensive en Arctique comme en Antarctique. Elle dispose d'un brise glace, de scientifiques polaires, on n'en est qu'au début. Elle a récemment financé un oléoduc qui va de Sibérie en Chine et lui donne accès aux ressources d'hydrocarbures russes.

Quelle va être la part des autochtones dans la gouvernance et le partage des recettes économiques ?

Il n'y a pas un cas unique mais des cas. En 1971, les Inuits d'Alaska ont réclamé des royalties sur le pétrole qui se sont concrétisées par la signature de l'ANCSA avec des droits sur les ressources du sous-sol. Au Québec en 1975, la Convention de la Baie James et du Nord Québécois a ouvert un modèle de développement très particulier dans les régions indiennes et inuites car le territoire concerné par les grands barrages hydroélectriques est celui des indiens Cris. La poursuite du développement des ressources régionales québécoise a généré un nouveau « Plan Nord » relancé avec emphase récemment. En 1979, le Home Rule a permis au Groenland de sortir de l'Union Européenne après un référendum tout en continuant à recevoir annuellement 30 millions de subventions pour protéger sa pêche. En Scandinavie, des parlements samis expriment le point de vue de ces minorités. La question russe est plus complexe avec des représentations comme le « RAIPON », des associations de peuples de Sibérie et d'Orient qui siègent au conseil de l'Arctique. Le Nunavut est la création d'un territoire de 30 000 habitants sur 2 millions de km², dont 85% d'Inuits. Un Territoire reconnu avec une autonomie grâce à des transferts de compétences mais qui reste très dépendant de transferts financiers de l'Etat fédéral. Le Nunavut coûte 1 milliard de dollars par an en transferts globaux (école, santé, éducation). Le Groenland coûte 450 millions d'euros par an au Danemark, et ces coûts territoriaux exorbitants entretiennent au Danemark, comme au Canada, un débat de nature politique.

Le Conseil Arctique a accepté beaucoup d'Européens comme observateurs, quel rôle a joué l'Union Européenne ?

Dans les années 1995-96, on a vécu en période d'apaisement politique et de craintes écologiques. On craignait les pollutions nucléaires des armées du Nord car la plus grosse bombe H a été expérimentée au large de la Nouvelle-Zemble par les Soviétiques et aux Aléoutiennes par les Américains. Un événement qui a donné naissance à Greenpeace. D'autre part, l'Arctique est le dépotoir de la fin de la Guerre Froide et les populations locales ont protesté et exigé une dépollution massive mais très couteuse. Les études sur la santé ont démontré l'existence de polluants organiques persistants dans les organismes car nous sommes dans une période d'altération des écosystèmes, de prise en compte de la santé et non plus de déni. Sur tous les organismes qui existent, seul le Conseil Arctique gère un début de diplomatie polaire. Mais la « vraie » diplomatie reste encore bilatérale aujourd'hui (Canada-USA ; Norvège-Russie...).

Qui est le Français qui nous représente à ce Conseil ? Jean-Louis Étienne ?

Nous sommes le seul pays du monde non polaire à avoir un Ambassadeur des Pôles : Michel Rocard. Cela montre la volonté de la France d'avoir un rôle actif en tant que force de proposition et Michel Rocard est très actif dans le Conseil Arctique entourés de conseillers qui font un lobbying pour imposer la présence de l'Union Européenne comme membre votant. Ainsi, une résolution du Parlement Européen en 2008, puis en 2011 propose de manière très construite de fixer les limites entre non-développement, développement durable et exploitation.

Qu'en est-il de la fréquentation des passages du Nord-Ouest et du Nord-Est ?

En réalité, ces routes existent depuis longtemps c'est le seul lien entre les combinats de Norilsk Nickel pour rapporter nickel, le cuivre ou le palladium de Sibérie et sans elles, pas de pots catalytiques ! La reprise en main de Poutine sur les questions polaires est déterminante et l'Etat russe veille sur ses ressources. C'est l'Etat qui a des brises- glaces nucléaires, qui va viabiliser la première centrale nucléaire flottante en 2012-2013. Un équipement censé être remorqué par mer vers la Sibérie pour assurer le développement de nouveaux pôles industriels.

La question du passage d'armateurs étrangers par la route Nord est possible mais couteuse. C'est une "route" russe pour les Russes. Un navire norvégien parti de Kirkenes en été, a dû payer très cher son passage (à la tonne), de même que deux armateurs allemands en 2010. Sur le passage du Nord-Ouest, on a comptabilisé moins de 130 navires depuis 1906 en comptant les gardes-côtes. Il est possible que le trafic augmente mais le frein majeur est le coût de traitement d'une catastrophe qui se produirait dans le passage et la responsabilité des compagnies d'assurances maritimes. C'est pour cette raison que l'on préfère emprunter des passages sécurisés comme Panama pour le moment. Ces passages ont été mythifiés entre autres par Stéphane Harper, le 1^{er} Ministre canadien. On y a effectué des grandes manœuvres interarmées faute d'une véritable doctrine de sécurisation des routes maritimes et de ports refuges opérationnels en eaux profondes.

Ce qui est intéressant, c'est la baisse des coûts pour les populations locales grâce à l'augmentation de la concurrence et à la baisse des coûts des transports maritimes. C'est par mer qu'arrivent les machines, les maisons, le goudron pour les routes locales, le fuel pour les groupes électrogènes municipaux, tout. Ce sont des passages vitaux, couteux mais ce ne sera jamais une zone de trafic développée car c'est une des voies les plus dangereuses du monde !

Cela pose aussi le problème du tourisme polaire, qui est en progression fulgurante.

On dit que le Gulf Stream pourrait changer d'itinéraire si les glaces fondaient, qu'en est-il ?

Je ne suis pas glaciologue mais il existe des scénarios sur un affaiblissement des flux du Gulf Stream qui longe l'Europe jusqu'à Mourmansk par la dérive Nord-atlantique. Ce que l'on sait de concret est que la modélisation actuelle de la fonte des glaciers groenlandais est la plus pessimiste de tous les scénarios évalués. C'est une hypothèse de travail.

Les Inuits en profiteront ils ou l'exploitation se fera t-elle sous forme « d'exclaves » ? (enclaves étrangères en territoire nationale)

Le Canada oblige les FMN à embaucher des autochtones et à les former. Le Protocole de Whitehorse de 1994 a été imposé par le Canada aux exploitations minières, particulièrement de diamants. Il ne faut pas se leurrer, les postes à fort savoir-faire sont encore pour les Canadiens du sud, mais cela change. Les élites inuites en sont conscientes et font des efforts énormes pour former des ingénieurs, des techniciens supérieurs et des cadres. On en voit de plus en plus à l'Université, quoiqu'ils choisissent plutôt le Droit que les Sciences mais on forme déjà des enseignants, bientôt des cadres.

En Alaska, la région pourtant riche en hydrocarbures du North-Slope est peu innovante comme en témoigne « On the Ice » primé à Berlin qui raconte la vie du village de Barrow en Alaska. Là aussi, on constate un déficit de qualification des Inuits. Les Samis ont eu un accès plus ancien à l'Université. Ils semblent être mieux intégrés et mieux reliés que les Inuits au système des emplois qualifiés.

Existe-t-il une tentation de « la rente », de la paresse et de la facilité ?

Cela dépend. Vivre des ressources sans développer une véritable économie régionale peut-être une tentation, voir une malédiction. Le cas de l'Alaska inuit apporte peut-être une réponse complexe à cette question. La question est pertinente à long terme pour le Groenland, mais le Nunavut engage une profonde réflexion sur des modes spécifiques de développement des communautés tout en préservant une économie diversifiée et le respect des enjeux culturels et linguistiques. Dans le Nunavik québécois s'élabore un nouveau modèle très original de redistribution des profits de la société Makivik qui appartient en propre au Inuits de la région au bénéfice de la communauté. Makivik a des compagnies aériennes, des flottes de pêche, investit et progresse dans l'économie du savoir. C'est un modèle émergent mais le risque existe que la rente deviennent une pratique parasitant l'innovation, le talent. Si les populations s'inscrivent dans un système de rente et de dépendance, les populations se démobiliseront et s'appauvriront. Les élites autochtones en sont très conscientes.

Quelle est l'origine du peuplement des communautés polaires ? Y a-t-il une unité ethnique entre eux ?

Pour les Inuits, les anthropologues ont décrit une migration asiatique par la Béringie. Les Inuits seraient passés en dernier avec un foyer de peuplement aux Aléoutiennes. On parle d'origine « eskaléoute » car c'est depuis cette région qu'ils ont essaimé par civilisations successives de l'Alaska au Groenland par voie de nomadisme puis de sédentarisation au XIXème. Les villes actuelles sont les anciens postes de traite de la compagnie de la baie d'Hudson et les lieux d'évangélisation, qui a impliqué une mutation culturelle avec le passage à l'écriture dans la seconde moitié du XIXème siècle. En Russie, les villes sibériennes sont souvent d'anciens goulags, mais il existe aussi des vieilles cités comme Mourmansk ou Arkhangelsk. Aujourd'hui les villes Gazprom, construites par des capitaux essentiellement privés, sont modernes, colorées, animées. Les Russes y touchent de gros salaires et les magasins sont bien fournis. Les populations vivent ensemble, regroupant les autochtones et « les Sibériens », c'est-à-dire les Slaves vivant en Sibérie parfois depuis plusieurs générations et les populations plus anciennes. Pour les Sibériens autochtones ou slaves, les nouveaux habitants de l'arctique cherchant travail et hauts salaires sont des « venus » qui retournent sur « le continent » quand ils quittent la région. Une manière de décrire l'Arctique comme un océan, et ses pôles de développement comme autant d'îles éparses.

Eric Canobbio

A Mulhouse, le 18 janvier 2012 au Café l'Avenue

Notes : Françoise Dieterich

